

<https://www.pressegauche.org/Protocole-d-urgence-dans-les-abattoirs-la-Federation-du-commerce-CSN-de-mande>



# **Protocole d'urgence dans les abattoirs : la Fédération du commerce-CSN demande davantage de protection pour les employé-es**

Date de mise en ligne : vendredi 10 avril 2020



- Communiqués -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**MONTRÉAL, le 10 avril 2020 - À la suite de la publication par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) de recommandations intérimaires concernant l'industrie des abattoirs, le président de la Fédération du commerce (FC-CSN), David Bergeron-Cyr, [a fait parvenir une lettre au premier ministre](#) du Québec François Legault pour lui faire part des inquiétudes de la FC en ce qui a trait à la sécurité des travailleuses et travailleurs de l'industrie de la transformation de la viande.**

Dans sa lettre, M. Bergeron-Cyr affirme être tout à fait conscient « des enjeux importants qu'occasionnent les ralentissements de l'abattage et de la transformation des viandes pour l'avenir de l'industrie. Toutefois, nous pensons qu'en maintenant les opérations à un niveau normal, cela facilitera la mise en place de meilleures mesures de sécurité et permettra d'éviter la propagation du virus et l'éventuelle fermeture complète d'autres établissements. »

La FC-CSN, qui représente plus de 4 000 salarié-es dans le secteur de la transformation de la viande, déplore entre autres que le protocole demande aux employeurs de faire respecter une distance de deux mètres entre les personnes uniquement « dans la mesure du possible », ce qui leur donne trop de marge de manoeuvre, selon M. Bergeron-Cyr.

« Il faut comprendre que souvent, pour que cette mesure puisse s'appliquer, l'entreprise doit diminuer la vitesse de la chaîne de production. Plusieurs employeurs seront donc tentés d'utiliser d'autres moyens de protection, moins efficace que la distanciation sociale, afin de ne pas ralentir leurs opérations », est-il expliqué dans le texte.

La lettre précise également que la fédération est « irritée au plus haut point » par le fait que, contrairement à Olymel - l'un des principaux employeurs de l'industrie - les organisations représentant les travailleuses et les travailleurs de la transformation de la viande n'ont pas été impliquées dans l'élaboration du protocole.

Dans le même ordre d'idées, le signataire dénonce également l'absence des organisations syndicales aux rencontres de la filière porcine organisées par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) et auxquelles sont invités à participer tous les autres intervenants de l'industrie.

Les travailleuses et les travailleurs de l'industrie de la transformation de la viande « sont fiers de jouer un rôle essentiel afin de permettre au peuple québécois de se nourrir et de passer à travers cette crise, mais il ne faut pas que cela se fasse au détriment de leur propre santé et celle de leurs proches », conclut la lettre.